

المملكة المغربية

ROYAUME DU MAROC



Direction des Etudes et des  
Prévisions financières



مديرية الدراسات والتوقعات المالية

## ALLOCUTION DE MONSIEUR MOHAMED BOUSSAID MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

### *A L'OUVERTURE DES TRAVAUX DU FORUM Public-Privé sur l'Ouverture Economique au Maroc*

*Rabat, le 09 mai 2014*

**Mesdames et Messieurs ;**

**Honorable assistance ;**

- Je suis particulièrement heureux d'être parmi vous, aujourd'hui, à l'occasion de ce Forum Public-Privé sur l'Ouverture Economique au Maroc.
- Permettez-moi, au nom de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, de vous souhaiter la bienvenue et de vous exprimer mes vifs remerciements d'avoir bien voulu participer à cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre de la Coopération Technique entre le Gouvernement marocain et la Banque mondiale dans la lignée de la coopération exemplaire qui a toujours marqué nos relations.
- Cette rencontre intervient à la veille de la préparation du second programme d'appui de la Banque mondiale au Gouvernement marocain pour le renforcement de la compétitivité économique du pays. Ce programme vise à soutenir des réformes transversales portant sur l'amélioration du climat des affaires, l'approfondissement des politiques liées au commerce et à la facilitation des échanges, et le renforcement de la gouvernance économique. Elle s'inscrit, également, dans le cadre de la préparation du projet de Mémoire économique pays de la Banque mondiale sur le thème « Une société plus ouverte pour une économie prospère, inclusive et résiliente ».
- Cette rencontre constitue de ce fait une occasion précieuse pour faire le point sur le processus de l'ouverture et de l'intégration au Maroc, avec un accent particulier sur les effets de l'ouverture économique sur

les équilibres macro-économiques ainsi que les transformations structurelles qu'elle engendre, dans un contexte mondial marqué par une reconfiguration des chaînes de valeur mondiales et des mutations profondes des systèmes productifs internationaux. Ces conclusions permettront de contribuer aux discussions en cours sur les réformes et les politiques publiques orientées vers l'amélioration de la compétitivité dans le cadre de l'ouverture et des accords de libre-échange.

### **Mesdames et Messieurs,**

- Comme vous le savez, l'environnement économique international a connu au cours des dernières décennies des mutations profondes, à la faveur de la dynamique de la mondialisation. Cette dernière est perceptible à travers différents aspects, à savoir une ouverture croissante des économies aux échanges de biens et services, une mobilité accrue des facteurs de production, une concurrence vigoureuse sur les différents marchés et l'intensification des investissements directs étrangers. Il en a résulté un nouveau monde multipolaire et une nouvelle géographie de puissances et de richesses, suite à l'émergence de nouveaux pays concurrents sur le marché mondial à l'instar de la Chine, l'Inde, le Brésil,...
- Dans ce sillage, le Maroc s'est engagé dans un processus de libéralisation graduelle de son commerce extérieur en vue de réussir son intégration dans l'économie mondiale, à travers son adhésion à l'OMC dès 1995 et la signature de plusieurs accords de libre-échange

avec l'Union européenne, les Etats-Unis, la Turquie, les pays de l'accord d'Agadir et d'autres pays arabes et africains.

- Notre pays a, également, fourni des efforts considérables en faveur de la promotion de notre commerce extérieur illustré, notamment par l'adoption du code du commerce, l'amélioration de l'environnement des affaires, l'adoption des plans sectoriels structurants visant à accompagner ce processus d'ouverture et à garantir un meilleur repositionnement du Maroc sur des chaînes de valeur mondiales en pleine restructuration ;
- Cette ouverture a été accompagnée, ces dernières années, par un processus de transformation structurelle important de notre tissu productif à la faveur d'une croissance économique plus forte, diversifiée et moins volatile que par le passé grâce à la dynamisation de certains secteurs traditionnels (agriculture, BTP, Commerce, Transport,...) et l'émergence de nouveaux métiers à fort potentiel de croissance (offshoring, aéronautique, automobile,...) ; elle était également conjuguée à une diversification spatiale des sources de la croissance grâce à une contribution de plus en plus affirmée de nouvelles régions à la création des richesses (Tanger Tétouan, Marrakech Al Haouz,...) ;
- Dans ce contexte macro-économique favorable, l'ouverture de notre économie a, certes, permis de réaliser des avancées significatives en matière de renforcement des échanges, d'attraction des investissements directs étrangers et de modernisation du tissu productif national, cependant, elle a mis à rude épreuve la capacité de

notre pays à atteindre le niveau adéquat pour affronter la concurrence mondiale et ce, en raison de la persistance de plusieurs fragilités structurelles.

- Il s'agit en particulier du dynamisme limité de l'offre exportatrice nationale, sa concentration sur quelques produits et sur quelques marchés, une forte dépendance aux importations incompressibles, la prédominance des produits à basse technologie et à forte intensité de ressources naturelles et de main-d'œuvre, et la faible qualification de la main d'œuvre ainsi que sa faible productivité comparativement à des pays concurrents particulièrement asiatiques. Des secteurs émergents tendent, cependant, à pondérer cette situation et à ouvrir de nouvelles perspectives sans pour autant peser, dans l'immédiat, de manière significative sur nos équilibres extérieurs.
- Cette situation a engendré une détérioration prononcée du déficit de la balance commerciale qui n'a fait que s'aggraver d'année en année. Ce déficit a quintuplé, passant de 44 milliards de dirhams en 2000 à 201 milliards en 2012.

### **Mesdames et Messieurs,**

- Conscients de la persistance des pressions qui s'exercent sur la balance commerciale et par conséquent sur les besoins de financement de l'économie nationale, les pouvoirs publics s'attèlent avec lucidité et volontarisme à affronter ces défis en élargissant le champ des réformes pour accélérer le développement économique du pays. Ces réformes visent essentiellement :

- L'accélération du rythme de mise en œuvre des stratégies sectorielles tout en veillant à leur harmonisation pour générer des gains et des progrès avérés;
  - l'amélioration de nos échanges extérieurs à travers l'amélioration de l'offre exportable et sa compétitivité et la poursuite des efforts d'amélioration de l'attractivité de notre pays pour mieux tirer profit des investissements étrangers ;
  - l'amélioration du climat des affaires à travers l'accélération des réformes et l'opérationnalisation des principes et des mécanismes de bonne gouvernance ;
  - l'encouragement de la PME moyennant le renforcement de sa compétitivité, l'enrichissement du cadre légal y afférant, un accès plus facile au financement et la promotion des outils de recherche et d'innovation au sein de l'entreprise ;
- Gagner le pari de la compétitivité reste tributaire, également, du développement du capital humain. Une importance particulière est ainsi accordée à la formation et à la qualification de ressources humaines, à l'amélioration des taux de scolarisation, à la recherche d'une bonne adéquation des formations aux besoins réels du marché de l'emploi et à l'accélération de la mise en œuvre des réformes inscrites dans le cadre de la charte de l'enseignement ;

## **Mesdames et Messieurs**

- Parallèlement à la dynamique des réformes engagées et à la mise en œuvre des chantiers sectoriels structurants, nous prenons acte des progrès qui restent encore à accomplir. A cet égard, nous notons que :
  - le secteur privé est appelé à renforcer davantage son rôle et à exploiter sa créativité dans des segments d'activité qui sont en phase avec les tendances mondiales, dans une logique partenariale avec un secteur public qui œuvre activement à être plus efficace et plus performant. La démultiplication des partenariats public-privé, contribuera à renforcer la présence du Maroc sur des segments porteurs des chaînes de valeur mondiales.
  - l'ancrage africain pour notre pays s'inscrit en parfaite adéquation avec les reconfigurations actuelles de l'économie mondiale où notre continent est en phase de se positionner en tant que nouveau pôle mondial de croissance. A cet égard, la stratégie économique développée par le Maroc en direction du continent africain, constitue, désormais une priorité afin d'ériger notre pays en hub régional, au service du co-développement dans les différents domaines clés pour notre avenir commun.
- La continuité des efforts de réforme et d'investissement conjuguée à l'impératif incontournable de traiter les fragilités structurelles du pays et à la nécessité d'améliorer durablement les ressorts de la

bonne gouvernance détermineront la mesure et la vitesse avec lesquelles des progrès réels et palpables pourraient être inscrits sur la voie du développement, dans un environnement, certes, perturbé mais qui offre de réelles opportunités d'épanouissement pour notre économie ;

**Mesdames et Messieurs,**

- Je ne saurais conclure sans exprimer mes remerciements à la Banque Mondiale partenaire d'excellence pour le lancement de cette initiative de réflexion et de débat sur un sujet d'importance capitale pour nous tous.
- Je suis convaincu que les échanges et les débats qui animeront ce Forum, rehaussés par la participation de hauts responsables et d'éminents experts permettront d'apporter de fructueux échanges ;
- C'est donc tout confiant en la pertinence des résultats auxquels vous aboutirez que je déclare ouvert le FORUM Public-Privé sur le thème « Ouverture Economique au Maroc : entre Mythes et Réalités ».
- Je vous souhaite plein succès dans vos travaux et vous remercie de votre aimable attention.